

Le gouvernement et la guérilla colombiens font un autre petit pas vers la fin du conflit armé



Un nouveau pas vers la fin du conflit armé le plus long de notre continent a été fait au terme de la 37^e série des négociations entre le gouvernement et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple avec la signature d'un accord pour la création dans un avenir proche d'une Commission de la Vérité, chargée d'éclaircir les causes qui sont à l'origine de ce conflit, devra procéder à un recensement des victimes. Cette commission est censée garantir que de tels faits ne vont plus se répéter.

Les dialogues de paix qui ont lieu à La Havane sous les auspices de Cuba et de la Norvège, ont abouti à ce nouvel accord malgré la tension soulevée par les bombardements de l'armée colombienne contre des positions des guérilleros, au cours desquels 40 rebelles sont morts, dont un membre de l'équipe négociatrice des FARC-AP.

Les circonstances exactes de cette attaque doivent encore être éclaircies, mais parmi les conséquences à déplorer se trouve la suspension du cessez-le-feu unilatéral que la guérilla avait décrétée depuis la fin 2014, comme une contribution au dialogue et une démonstration de sa volonté politique d'avancer dans le processus de recherche de la paix.

Il est à regretter que le gouvernement du président Juan Manuel Santos n'ait pas eu le courage d'imiter ce geste et de déclarer un cessez le feu bilatéral des hostilités, ce qui sans aucun doute aurait été une contribution aux efforts consentis. La construction de la confiance est un élément décisif pour obtenir un rapprochement entre des adversaires qui depuis un peu plus d'un demi siècle se trouvent de chaque côté des tranchées.

En tout cas, la signature de l'accord en vue de la constitution de la Commission de la Vérité, qui devra entrer en vigueur immédiatement après la conclusion d'un accord définitif de paix.

Il est important certes de connaître ce qui est arrivé durant le conflit, que le peuple sache qui ont été les responsables des violations des droits humains, il est essentiel de rendre la dignité aux victimes dont le nombre dépasse largement celui reconnu officiellement : 220 000, mais cela ne suffit pas.

La vérité sans justice ne suffit pas à elle seule pour aboutir à la réconciliation des sociétés qui ont été fracturées durant des décennies de conflit armé interne, il y a des exemples qui le prouvent comme c'est le cas du Guatemala, où la violence la plus brutale est le lot quotidien, même si les armes se sont tues depuis presque 15 ans.

Dans ce pays centraméricain il n'y a pas eu une seule mais deux commissions de la vérité qui sont parvenues à ces résultats similaires. L'une d'entre elles avait été dirigée par l'ONU et l'autre par l'Église catholique. Le directeur de cette dernière, l'évêque Juan Gerardi, a été assassiné avec acharnement 48 heures à peine après avoir remis son rapport.

C'est pour cela que nous insistons sur l'importance que les gens sachent ce qui s'est passé. Mais cela doit être complété avec une action effective des institutions de justice, de telle sorte que les responsables des excès commis contre la population civile reçoivent le châtement qu'ils méritent.

Pour mieux comprendre l'importance d'obtenir un cessez le feu bilatéral pour favoriser le dialogue de paix, il nous semble opportun de citer le père de l'indépendance de l'Inde, Mahatma Gandhi, qui a signalé : « il n'y a pas de chemins pour la paix, la paix est le chemin ».

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/58437-le-gouvernement-et-la-guerilla-colombiens-font-un-autre-petit-pas-vers-la-fin-du-conflit-arme>



Radio Habana Cuba